



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

perspectives

Question au Gouvernement n° 163

Texte de la question

COMPÉTITIVITÉ DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. Richard Mallié, pour le groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.

M. Richard Mallié. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, le *World Economic Forum* a publié hier le classement annuel des Etats en termes de compétitivité. La France s'y illustre : notre pays vient en effet de passer de la vingtième à la trentième place du classement mondial ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.*)

En une année, la France a enregistré une chute de onze places dans l'indice technologique et une chute de six places dans l'indice relatif à l'environnement macro-économique. (*Mêmes mouvements.*)

Comment en est-on arrivé là ?

M. Michel Delebarre. Ah oui, ça c'est intéressant !

M. Richard Mallié. Comme le souligne le rapport, il est difficile d'attribuer le déclin de la France à un seul facteur,...

M. Yves Fromion. Si, on peut l'attribuer à la gauche plurielle !

M. Richard Mallié. ... puisque le pays effectue un recul dans tous les domaines.

A l'inverse, d'autres pays européens, tels la Suède, le Danemark, le Royaume-Uni et l'Allemagne, ont progressé dans le classement.

Tels sont les résultats de ce que la majorité précédente qualifiait de « bon bilan ». « *Eh oui !* » sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle. - *Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Lucien Degauchy. C'est le bilan Jospin !

M. François Hollande. Parlez-nous de l'emploi, de la croissance !

M. Richard Mallié. Cette situation n'est en fait que le résultat de la gestion du gouvernement socialiste.

(*Protestations sur les bancs du groupe socialiste. - « Eh oui ! » sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle*) : poids excessif des dépenses publiques, contraintes liées aux 35 heures, inexistence d'un quelconque dialogue social, omniprésence des formalités administratives.

M. Dominique Dord. Très juste !

M. Richard Mallié. Cette politique - et l'heure est grave - a conduit la France dans une situation inquiétante pour son avenir.

Devant ce dramatique constat, quelles sont les premières mesures que compte prendre le Gouvernement pour remettre la France sur la voie de la réussite ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe*

socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

M. Jean-Pierre Raffarin, *Premier ministre.* Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, la question de la compétitivité de la France est un sujet grave.

M. Henri Emmanuelli. Il s'agit d'un classement dressé par les organisateurs du symposium de Davos et non par l'OCDE !

M. le Premier ministre. Pour ma part, je ne polémiquerai pas sur l'emploi et le revenu des Français *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française)*, car la compétitivité de la France, c'est l'emploi et le revenu des Français !

Observons ce qui s'est exactement passé pour essayer de tracer des lignes pour l'avenir.

Nous avons en effet perdu une dizaine de places entre 2000 et 2001 par rapport à l'ensemble des autres pays comparables au nôtre. Nous avons perdu plus de dix-sept places depuis 1988.

Vous connaissez le dicton : quand on s'analyse, on s'inquiète, quand on se compare, on se rassure.

Plusieurs députés du groupe socialiste. Nous, ça nous rassure !

M. le Premier ministre. Eh bien, là, la comparaison est inquiétante, car on voit aujourd'hui la compétitivité de la France, et donc la valeur du travail des Français, être affaiblie par rapport à celle des autres pays.

M. François Hollande. Parlez-nous du taux de croissance !

M. le Premier ministre. Il est évident que, à cela, il y a des causes objectives qu'il nous faut observer.

M. Michel Delebarre. Que de baratin !

M. le Premier ministre. Notre bureaucratie, notre impôt paperasse, nos lourdeurs et nos lenteurs...

M. François Hollande. Que faites-vous ?

M. le Premier ministre. ... pèsent évidemment sur toutes les forces vives de notre pays.

Il est aussi évident que le niveau des charges et des prélèvements est trop élevé *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française)* pour que la valeur du travail des Français puisse être performante à l'échelon international.

Par ailleurs - et c'est très important - nous avons pris du retard en ce qui concerne la société de l'information.

Quand je vois l'équipement de notre pays en ordinateurs *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste)*, quand je vois l'usage que les Français font d'Internet, quand je vois toutes les promesses qui avaient été faites au sujet de la société de l'information et qui n'ont pas été tenues, je me dis que la France a pris du retard, et qu'il faut rapidement le rattraper.

M. Philippe Briand. Très bien !

M. Bruno Le Roux. Baratin !

M. Christian Bataille. De tels propos méritent de passer dans le bêtisier !

M. le Premier ministre. Pour rattraper ce retard, nous avons engagé une action en profondeur.

D'abord, et nous ne changerons pas de cap, nous continuerons à alléger les charges qui pèsent sur le travail des Français et qui grèvent les performances de nos entreprises *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

Nous assouplirons également l'ensemble des dispositifs de manière que notre droit du travail, tout en respectant évidemment le droit des salariés *(Murmures sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains)*, contribue à ce qu'il n'y ait pas d'écart majeur entre la capacité de travailler en France et ailleurs.

Songez qu'un très grand équipement industriel dans le secteur de l'automobile est en cours de préparation et d'installation à l'échelon européen...

M. Christian Bataille. Bateleur !

M. le Premier ministre. ... et que, pour la première fois, la France n'a même pas été consultée.

M. Dominique Dord. C'est l'héritage socialiste !

M. le Premier ministre. Elle s'est trouvée exclue de la consultation, avant même qu'elle ne commence, en raison de l'insuffisance de ses critères de compétitivité. *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste et des groupe des député-e-s communistes et républicains. - Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

M. Augustin Bonrepaux. Qu'avez-vous fait ?

M. le président. S'il vous plaît, laissez le Premier ministre parler !

M. le Premier ministre. Mesdames et messieurs de l'opposition, faites preuves de prudence dans vos attaques, car le dossier en question a été déposé au cours du premier semestre de l'année 2002. *(Applaudissements et rires sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

M. Henri Emmanuelli. Et alors ?

M. le Premier ministre. Nous allons donc alléger les charges, assouplir l'ensemble des contraintes,...

M. Henri Emmanuelli. Rendez-vous dans six mois !

M. le Premier ministre. ... et réduire les impôts qui pèsent sur les créateurs, qui pèsent sur tous ceux qui veulent créer des richesses ! Grâce à la sécurité financière, dont a parlé Francis Mer hier, et grâce à l'aide à la création d'entreprises, dont a parlé récemment Renaud Dutreil, nous allons nous donner les moyens de valoriser à son juste prix le travail des Français...

M. Henri Emmanuelli. Des mots !

M. le Premier ministre. ... et de faire de la compétitivité de la France un atout pour les Françaises et les Français !

M. Henri Emmanuelli. Des mots !

Mme Martine David. Baratin !

M. le Premier ministre. C'est pourquoi je vous invite tous à vous mobiliser sur ce sujet et à ne pas prendre à la légère...

M. Henri Emmanuelli. C'est vous qui êtes léger !

M. le Premier ministre. ... ce qui concerne d'abord le travail et le revenu de nos compatriotes.

(Applaudissements vifs et prolongés sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)

M. Henri Emmanuelli. Devant un tel exploit, ils faut vous lever, mesdames et messieurs de la majorité !

Données clés

Auteur : [M. Richard Mallié](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (10^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 163

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 novembre 2002

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 14 novembre 2002